

Lettre

17 mai 1931

Parlons de ce qu'on dit être le « nationalisme » de la Fédération Catalane. C'est une question très importante, très grave. Les erreurs commises sur ce point peuvent avoir des conséquences fatales.

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant — pour la phase actuelle — de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, comme en général dans tout le mouvement démocratique révolutionnaire, introduit inévitablement dans ce dernier nombre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrèrent également parmi les ouvriers. Telle est, vraisemblablement, dans l'ensemble, la situation en Catalogne, et peut-être jusqu'à un certain point dans la Fédération Catalane. Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique. Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. Toute cette confrérie est d'avis de maintenir, d'une part, les servitudes des colonies espagnoles et d'assurer, d'autre part, le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement des Catalans, des Basques et des autres nationalités par la bourgeoisie espagnole. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes de forces de classes, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction, qui affecte de l'ignorer, qui ne la met pas en valeur au premier plan, qui s'efforce au contraire d'en atténuer l'importance, risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne. Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises ? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière: en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contra le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

La révolution espagnole et les dangers qui la menacent¹

28 mai 1931

La direction de l'Internationale communiste en face des événements d'Espagne

La révolution espagnole monte. Dans le processus de la lutte, ses forces internes grandissent aussi. Mais, en même temps, s'accroissent les dangers. Nous ne parlons pas de ces dangers dont les foyers sont constitués par les classes dominantes et leur domesticité politique républicains et socialistes. Ce sont là des ennemis déclarés et la conduite à suivre à leur égard s'impose de toute évidence. Mais il existe aussi des dangers internes.

Les ouvriers espagnols se tournent avec confiance vers l'Union soviétique née de la révolution d'Octobre. Cet état d'esprit constitue un capital précieux pour le communisme. La défense de l'Union soviétique est le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais il ne faut pas permettre que l'on abuse de la fidélité des ouvriers à la révolution d'Octobre pour leur imposer une politique qui va à l'encontre de toutes les leçons et enseignements légués par Octobre.

Il faut parler clairement. Il faut parler de façon à se faire entendre de l'avant-garde du prolétariat espagnol et international *un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne, qui vient de la direction actuelle de l'Internationale Communiste*. Toute révolution peut être anéantie, même la plus prometteuse : cela a été démontré par l'expérience de la révolution allemande de 1923 et, d'une façon encore plus éclatante, par celle de la révolution chinoise de 1925-1927. Dans ces deux cas, la débâcle eut pour cause immédiate une direction erronée. Aujourd'hui, c'est le tour de l'Espagne. Les dirigeants de l'Internationale communiste n'ont tiré aucun enseignement de leurs erreurs. Pis encore, pour les dissimuler, ils sont obligés de les justifier et de les aggraver. Dans la mesure où cela dépend d'eux, ils préparent à la révolution espagnole le sort de la révolution chinoise.

Durant deux années, on a trompé les ouvriers avancés avec cette malheureuse théorie de la "troisième période", qui a affaibli et démoralisé l'Internationale communiste. La direction a enfin battu en retraite. Mais quand ? Précisément au moment où la crise mondiale marquait un changement radical de la situation et faisait apparaître les premières possibilités d'une offensive révolutionnaire. Pendant ce temps, l'Internationale communiste ne s'apercevait même pas de ce qui se passait en Espagne. Manouïlsky déclara - et Manouïlsky remplit aujourd'hui les fonctions de dirigeant de l'Internationale communiste - que les événements d'Espagne ne méritaient aucune attention.

Dans l'étude sur la révolution espagnole que nous avons écrite avant les événements d'avril, nous avons estimé que la bourgeoisie, tout en se parant des diverses nuances du républicanisme, ferait tous ses efforts, jusqu'au dernier moment, pour préserver son alliance avec la monarchie. "A vrai dire, écrivions-nous, on ne saurait exclure l'idée d'un concours de circonstances dans lesquelles les classes possédantes se verraient obligées de sacrifier la monarchie pour se sauver elles-mêmes (exemple l'Allemagne)". Ces lignes ont donné aux staliniens l'occasion - après coup, bien entendu - de parler de pronostic faux². Des gens qui n'ont eux-mêmes jamais rien prévu exigent des autres non pas des pronostics marxistes, mais des prédictions théosophiques concernant le jour où se produiront les événements et la tournure qu'ils prendront : ainsi, des malades ignorants et superstitieux exigent-ils de la médecine des miracles. Un pronostic marxiste a pour objet d'aider à orienter l'opinion sur la direction générale des faits et à voir clair dans leurs développements "inattendus". Que la bourgeoisie espagnole se soit décidée à se séparer de la monarchie, cela s'explique par deux raisons également importantes. Le débordement impétueux de la colère des masses a contraint la bourgeoisie à essayer de faire d'Alphonse, que le peuple avait en horreur, un bouc émissaire. Mais cette manœuvre, qui comportait des risques sérieux, n'a pu réussir à la bourgeoisie espagnole que grâce à la confiance que les masses avaient dans les républicains et les socialistes et parce que, dans ce changement de régime, on n'avait pas à compter avec un danger communiste. La variante historique qui s'est réalisée en Espagne est, par conséquent, le résultat de la force de la poussée populaire d'une part, et de la faiblesse de l'Internationale communiste d'autre part. C'est par la constatation de ces faits qu'il faut commencer. Une règle générale de la tactique est de ne pas surestimer ses propres forces si l'on veut se renforcer. Mais c'est une règle qui ne compte pas pour la bureaucratie des épigones. Si, à la veille des événements, Manouïlsky prédisait que rien de sérieux ne se produirait, au lendemain du coup d'Etat, l'irremplaçable Péri, le fournisseur de fausses

¹ Cette brochure est tout entière consacrée aux "dangers intérieurs" dans le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire à la politique du P.C. espagnol. Une semaine auparavant - mais Trotsky ne le savait pas encore - l'exécutif de l'I.C. avait adressé aux communistes espagnols une "lettre ouverte" qui établissait leurs tâches pour la période. Elle leur reprochait notamment de n'avoir pas compris "le caractère démocratique-bourgeois" de la révolution et le "rôle dirigeant" du P.C.E. Elle appelait les communistes espagnols à lutter pour la construction de soviets en utilisant la résistance qu'opposeraient dirigeants socialistes et anarcho-syndicalistes, "afin de démontrer le caractère contre-révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme et du réformisme espagnol". Elle précisait que "dans aucune circonstance", le P.C.E. ne devait conclure d'alliances, "même momentanées" avec aucune autre force politique.

² Ce sont les staliniens américains qui font le plus de zèle. Il est difficile d'imaginer quelle colonne d'Hercule atteignent la vulgarité et la bêtise des fonctionnaires payés pour dire de telles sottises sans être contrôlés par personne. (Note de Trotsky).

informations sur les pays latins, commença à envoyer sans interruption des dépêches affirmant que le prolétariat espagnol soutenait presque exclusivement le parti communiste et que les paysans espagnols créaient des soviets³.

La *Pravda* publiait ces fadaises en y ajoutant d'autres stupidités, prétendant que les "trotskistes" se traînaient à la remorque du gouvernement de Zamora, alors que Zamora mettait et met toujours en prison les communistes de gauche⁴... Enfin, le 14 mai, la *Pravda* publiait un éditorial-programme "L'Espagne en feu", où l'on retrouve, condensées dans des propos qui s'appliquent à la révolution espagnole, toutes les aberrations et les bêtises des épigones.

Quelle attitude prendre à l'égard des Cortès ?

La *Pravda* cherche à partir de cette vérité incontestable que la propagande à elle seule ne suffit pas. "Le parti communiste doit dire aux masses ce qu'elles doivent faire aujourd'hui". Que propose donc la *Pravda* ? Grouper les ouvriers "pour le désarmement de la réaction, pour l'armement du prolétariat, pour l'élection des comités d'usine, pour imposer par l'action directe la journée de sept heures, etc." "Etc." - le mot y est. Les mots d'ordre énumérés sont indiscutables, quoiqu'ils ne soient pas nécessairement liés les uns aux autres et manquent de la logique conséquente que réclame le développement des masses. Mais, ce qui est surprenant, c'est que l'éditorial de la *Pravda* ne mentionne même pas les élections aux Cortès, comme si cet événement politique dans la vie de la nation espagnole n'existait pas, ou comme si les ouvriers n'avaient pas à s'en occuper. Que signifie ce mutisme ?

Selon toute apparence, la révolution républicaine a eu lieu, comme on sait à travers des élections municipales⁵. Bien entendu, cette révolution procédait de causes beaucoup plus profondes et nous en avons parlé bien avant la chute du ministère Berenguer. Mais la liquidation de la monarchie par des procédés "parlementaires" s'est faite intégralement au profit des républicains bourgeois et de la démocratie petite-bourgeoise. Nombreux sont en Espagne les ouvriers qui se figurent aujourd'hui que les questions essentielles de la vie sociale peuvent être résolues par des bulletins de vote. Cette illusion ne peut être dissipée que par l'expérience. Il reste à faciliter cette expérience. Comment ? En tournant le dos aux Cortès ou, au contraire, en participant aux élections ? Il faut répondre à cela.

Outre l'éditorial cité plus haut, le même journal publie un article "théorique" (nos des 7 et 10 mai) qui prétend donner une analyse marxiste des forces internes de la révolution espagnole et une définition bolchevique de sa stratégie. Cet article ne mentionne pas non plus les Cortès une seule fois; faut-il boycotter les élections ou y participer ? D'une façon générale, la *Pravda* se tait sur les mots d'ordre et les tâches de la démocratie politique, quoiqu'elle caractérise la révolution comme démocratique. Que signifie cette réticence ? On peut *participer* aux élections, on peut les *boycotter*. Mais peut-on les *passer sous silence* ?

Vis-à-vis des Cortès de Berenguer, la tactique du boycottage était entièrement juste. Il était clair d'avance, ou bien qu'Alphonse réussirait pour une certaine période à revenir dans la voie de la dictature militaire, ou bien que le mouvement déborderait Berenguer et ses Cortès. Dans ces conditions, les communistes devaient prendre l'initiative de la lutte pour le boycottage des Cortès. C'est précisément ce que nous avons essayé de faire comprendre par les faibles moyens à notre disposition⁶. Si les communistes espagnols s'étaient prononcés à temps et d'une manière ferme pour le boycottage, en diffusant dans le pays des tracts, même très courts, à ce sujet, leur autorité, au moment du renversement du gouvernement Berenguer, serait considérablement accrue. Les ouvriers avancés se seraient dit : "Ces gens sont capables de prévoir". Malheureusement, les communistes espagnols, désorientés par la direction de l'Internationale communiste, n'ont pas compris la situation et étaient prêts à participer aux élections, bien que sans conviction. Les événements les ont débordés et la première victoire de la révolution n'a guère augmenté l'influence communiste.

Actuellement, c'est le gouvernement Zamora qui se charge de la convocation des Cortès constituantes. Y a-t-il lieu de croire que la convocation de ces Cortès sera entravée par une deuxième révolution ? Aucunement. De puissants mouvements des masses sont parfaitement possibles; mais, sans programme, sans parti, sans direction, ces mouvements ne peuvent aboutir à une deuxième révolution. Le mot d'ordre de boycottage serait actuellement la formule d'un parti pris d'isolement. Il faut prendre la part la plus active aux élections.

Le crétinisme parlementaire des réformistes et le crétinisme antiparlementaire des anarchistes

Le crétinisme parlementaire est une maladie détestable, mais le crétinisme antiparlementaire ne vaut pas beaucoup mieux. C'est ce que nous démontre le plus clairement le sort des anarcho-syndicalistes espagnols. La

³ Envoyé spécial en Espagne pendant quelques semaines, le dirigeant communiste français Gabriel Péri s'était distingué en effet par le ton et le contenu des dépêches qu'il adressait notamment en tant que correspondant à *l'Humanité* et à la *Pravda*. Ainsi, dans cette dernière, le 1^{er} avril : "Selon des informations de Londres, des soviets révolutionnaires se sont créés à Barcelone. Les organisations révolutionnaires ont décrété la grève générale".

⁴ Le 15 mai, 17 militants de l'Opposition avaient été arrêtés à Madrid.

⁵ Le relatif succès républicain lors des élections municipales, malgré la préparation soignée des monarchistes, avait précipité le départ du roi.

⁶ L'opposition de gauche ne possède pas de presse quotidienne. Nous en sommes réduits à développer dans des lettres privées des idées qui devraient former le contenu d'articles quotidiens. Nous donnons en appendice à cette étude, dans l'ordre chronologique, des extraits de nos lettres-articles. (*Note de Trotsky*)

révolution pose carrément les questions politiques, et *au stade actuel*, elle leur donne la forme parlementaire. L'attention de la classe ouvrière doit nécessairement se porter sur les Cortès et les anarcho-syndicalistes voteront en catimini pour les socialistes et même pour les républicains. En Espagne moins que partout ailleurs on ne peut lutter contre les illusions parlementaires sans lutter contre la métaphysique antiparlementaire des anarchistes.

Dans une série d'articles et de lettres, nous avons démontré l'importance considérable des mots d'ordre démocratiques pour le développement ultérieur de la révolution espagnole. L'aide aux chômeurs, la journée de sept heures, la révolution agraire, l'autonomie nationale, toutes ces questions vitales et profondes se rattachent, d'une manière ou d'une autre, dans l'esprit de l'écrasante majorité des ouvriers espagnols, y compris des anarcho-syndicalistes, aux Cortès de demain. Pendant la période de Berenguer, il fallait boycotter les Cortès gracieusement octroyées par Alphonse, pour obtenir des *Cortès révolutionnaires constituantes*. La propagande devait d'abord poser la question du droit électoral ! La démocratie soviétique, cela va de soi, est incomparablement supérieure à la démocratie bourgeoise. Mais les soviets ne tombent pas du ciel. Il faut aller les y chercher.

Il se trouve en ce monde de soi-disant marxistes qui professent un superbe mépris, par exemple pour le suffrage universel, égalitaire, direct et secret accordé à tous les hommes et à toutes les femmes à partir de dix-huit ans. Si les communistes espagnols avaient exprimé en temps opportun ce mot d'ordre, en le défendant par des discours, des articles, des tracts et des papillons, ils se seraient acquis une immense popularité. C'est précisément parce qu'en Espagne les masses populaires sont enclines à surestimer les facultés créatrices des Cortès que chaque ouvrier éduqué, chaque paysan révolutionnaire veut participer aux élections. Nous ne nous solidarisons pas un instant avec les illusions des masses; mais, ce qui se cache de *progressiste* sous ces illusions, nous devons l'utiliser jusqu'au bout; autrement, nous ne serions pas des révolutionnaires mais de méprisables pédants. Si l'on accorde le droit électoral aux plus jeunes, des milliers et des milliers d'ouvriers, d'ouvrières, de paysans et de paysannes y seront directement intéressés. Et lesquels ? Les jeunes, les actifs, ceux qui sont appelés à faire la deuxième révolution. Opposer ces jeunes générations aux socialistes, qui s'appuient sur les ouvriers plus âgés, est du devoir tout à fait élémentaire et incontestable de l'avant-garde communiste.

Continuons. Le gouvernement Zamora veut faire adopter par les Cortès une Constitution instituant deux Chambres. Les masses révolutionnaires, qui viennent de renverser la monarchie et qui sont pénétrées d'une aspiration passionnée, quoique très confuse encore, à l'égalité et la justice, répondront avec ardeur à une agitation que mèneraient les communistes contre une bourgeoisie dont le dessein est d'une "Chambre des pairs". Cette question *de détail* peut prendre dans l'agitation, une importance énorme : elle peut jeter les socialistes dans le plus grand embarras, ouvrir une brèche entre les socialistes et les républicains, c'est à dire diviser, tout au moins pour un temps, les ennemis du prolétariat, et, ce qui est mille fois plus important, séparer les masses ouvrières et les socialistes.

La revendication de sept heures formulée par la *Pravda* est tout à fait juste, extrêmement importante et urgente. Mais peut-on poser cette revendication de façon abstraite, sans tenir compte de la situation politique et des tâches révolutionnaires démocratiques? La *Pravda* parle *uniquement* de la journée de sept heures, des comités d'usine, et de l'armement des ouvriers; elle ignore délibérément la "politique", et, dans tous ses articles, ne trouve pas un mot à dire sur les élections aux Cortès : ainsi la *Pravda* va-t-elle tout à fait à la rencontre de l'anarcho-syndicalisme, elle l'alimente, elle le couvre. Cependant, le jeune ouvrier, à qui les républicains et les socialistes refusent le droit de vote, bien que la législation bourgeoise le juge assez mûr pour l'exploitation capitaliste, ou bien celui à qui l'on prétend imposer une Chambre haute, se décideront demain à combattre contre de telles friponneries en tournant le dos aux anarchistes et en empoignant les fusils.

Quand on lance le mot d'ordre de *l'armement des ouvriers* en dépit des réalités de la vie politique qui atteignent au plus profond des masses, on s'isole soi-même des masses et, en même temps, on les détourne de l'emploi des armes.

Le mot d'ordre du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes* est maintenant devenu, en Espagne, d'une importance exceptionnelle. Cependant, ce mot d'ordre est aussi du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer de l'Espagne; mais notre devoir est de militer pour que le droit de séparation leur soit reconnu, s'ils désirent en faire usage. Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple. Il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées, sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. Il n'existe pas actuellement d'autres procédés. Par la suite, les questions de nationalités, comme toutes les autres questions, seront réglées par des soviets qui seront les organes de la dictature du prolétariat. Mais nous ne pouvons demander aux ouvriers qu'ils instituent des soviets à n'importe quel moment. Nous ne pouvons que les diriger vers cette solution. Encore moins pouvons-nous imposer à un peuple entier les soviets que le prolétariat ne constituera que plus tard. Pourtant, il est indispensable de donner une réponse à la question actuelle. En mai dernier, les municipalités de Catalogne ont été invitées à élire des représentants pour l'élaboration d'une Constitution provisoire, particulière à cette province, c'est-à-dire pour déterminer quels seraient les rapports de la Catalogne avec le reste de l'Espagne. Se peut-il que les ouvriers catalans aient pu voir avec indifférence la démocratie petite-bourgeoise, soumise comme toujours au grand capital, tenter, au moyen d'élections, de décider du sort du peuple catalan ? Le mot d'ordre du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, dépourvu de son complément, séparé d'autres mots d'ordre qui lui donnent un sens concret - ceux de la démocratie politique - est une formule vide de sens, ou, pis encore, c'est de la poudre aux yeux.

Pendant un certain temps, toutes les questions de la révolution espagnole se réfractent, d'une façon ou d'une autre, dans le prisme parlementaire. Les paysans attendront avec anxiété la réponse des Cortès à la *question agraire*. Ne voit-on pas clairement l'importance qu'aurait dans les conditions actuelles un programme communiste agraire développé à la tribune des Cortès ? Pour cela, il faut avoir un programme agraire et il faut conquérir un accès à la tribune parlementaire. Ce ne sont pas les Cortès qui résoudront la question de la terre, nous le savons; il y faut l'initiative hardie des masses paysannes. Mais, pour prendre cette initiative, les masses ont besoin de la tribune des Cortès afin de se lier aux masses. De là naîtra une action qui dépassera de loin celle des Cortès. C'est là que se révèle la justesse de l'action de la dialectique révolutionnaire à l'égard du parlementarisme.

Comment expliquer alors que la direction de l'Internationale communiste se taise sur cette question? Uniquement parce qu'elle reste prisonnière de son propre passé. Les staliniens ont trop bruyamment rejeté le mot d'ordre d'une Assemblée constituante pour la Chine. Le 6^e congrès a stigmatisé officiellement comme "opportunistes" les mots d'ordre d'une démocratie politique pour les pays coloniaux. L'exemple de l'Espagne, pays incomparablement plus avancé que la Chine ou l'Inde démontre toute l'inconsistance des décisions du 6^e congrès. Mais les staliniens sont pieds et poings liés. N'osant pas appeler à boycotter le parlementarisme, ils se taisent, tout simplement. Périclès la révolution, mais vive la réputation d'infailibilité des leaders !⁷

Que sera la révolution en Espagne ?

Après l'article théorique cité ci-dessus, qui semble avoir été spécialement écrit pour le bourrage des crânes, après diverses tentatives pour définir le caractère de classe de la révolution espagnole, il est écrit textuellement : "Tout cela étant admis (!), il serait pourtant (!) faux de caractériser la révolution espagnole, dès l'étape actuelle, comme une révolution socialiste" (*Pravda*, 10 mai). Il suffit d'avoir lu cette phrase pour apprécier toute l'analyse. - Voyons, se demandera le lecteur, existe-t-il donc des gens capables d'imaginer, sans courir le risque de se faire interner, qu'"à l'étape actuelle" la révolution espagnole puisse être considérée comme socialiste ?" Où donc la *Pravda* a-t-elle découvert qu'il lui fallait absolument établir cette "délimitation", et encore en des termes si modérés, si conventionnels : "Tout cela étant admis, il serait pourtant faux..." C'est que les épigones ont déniché, pour leur malheur, une phrase de Lénine sur l'"hypertrophie" de la révolution bourgeoise-démocratique qui se transforme en une révolution socialiste. N'ayant pas compris Lénine et ayant oublié ou travesti les leçons de la révolution russe, ils ont pris cette conception de l'"hypertrophie" comme base des plus grossières erreurs opportunistes. Il ne s'agit nullement - disons-le tout de suite - de subtilités académiques : c'est une question de vie ou de mort pour la révolution prolétarienne. Voici peu de temps encore, les épigones espéraient voir la dictature du Kuomintang trouver son "hypertrophie" en une dictature ouvrière et paysanne, laquelle se transformerait en une dictature socialiste du prolétariat. Et ils s'imaginaient - Staline développait ce thème avec une profondeur particulière - que d'un côté de la révolution se détacheraient petit à petit les "éléments de droite", tandis que l'aile gauche serait renforcée; c'est en cela que devait consister le processus organique de l'"hypertrophie". Malheureusement, la splendide théorie de Staline-Martynov⁸ est totalement contraire à la théorie des classes de Marx. Le caractère du régime social et, par conséquent le caractère de chaque révolution sont déterminés par le caractère de la classe qui détient le pouvoir. Le pouvoir ne peut passer des mains d'une classe aux mains d'une autre classe que par un coup d'Etat révolutionnaire et non point par une "hypertrophie" organique. Cette vérité fondamentale a été brutalement niée par les épigones, d'abord en ce qui concernait la Chine et à présent en ce qui concerne l'Espagne. Et nous voyons dans la *Pravda* les princes de la science coiffer leurs bonnets et prendre la température de Zamora, se demandant si l'on peut admettre que le processus de l'"hypertrophie" a déjà amené la révolution espagnole à la phase socialiste. Et ces sages - rendons justice à leur sagesse - concluent non, on ne peut pas l'admettre.

Après nous avoir donné une expertise sociologique aussi précieuse, la *Pravda* se lance dans le domaine des pronostics et des directives. "En Espagne, dit-elle, la révolution socialiste ne peut pas être la tâche immédiate. La tâche immédiate (!) consiste dans la révolution ouvrière-paysanne contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie" (*Pravda*, 10 mai). Que la révolution socialiste ne soit pas en Espagne "la tâche immédiate", c'est incontestable. Il serait pourtant meilleur et plus exact de dire que c'est l'insurrection armée en vue de la prise du pouvoir par le prolétariat qui n'est pas en Espagne "une tâche immédiate". Pourquoi ? Parce que l'avant-garde, morcelée, du prolétariat n'entraîne pas derrière elle les masses paysannes opprimées. Dans ces conditions, la lutte pour le pouvoir serait une entreprise d'aventuriers. Mais que signifie alors cette phrase complémentaire : "La tâche immédiate consiste en une révolution ouvrière-paysanne contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie" ? Y aurait-il donc entre le régime bourgeois républicain actuel et la dictature du prolétariat une révolution *spéciale* "ouvrière-paysanne" ? Et faudrait-il croire que cette révolution spéciale, intermédiaire,

⁷ Le groupe italien *Prometeo* (bordiguiste) repousse globalement les mots d'ordre démocratiques-révolutionnaires pour tous les pays et tous les peuples. Ce doctrinarisme de sectaires, qui coïncide pratiquement avec la position des staliniens, n'a rien de commun avec la position des bolcheviks-léninistes. L'opposition internationale de gauche doit rejeter toute apparence de responsabilité pour cet ultra-gauchisme infantile. L'expérience toute récente de l'Espagne montre que les mots d'ordre de la démocratie politique joueront sans aucun doute un rôle extrêmement important dans la ruine du régime de la dictature fasciste en Italie. Entrer dans révolution espagnole ou italienne avec le programme de *Prometeo*, c'est la même chose que de se lancer à l'eau les mains liées derrière le dos : le nageur risque fort de se noyer. (*Note de Trotsky*)

⁸ Piker, dit Martynov, ancien théoricien des social-démocrates "économistes" dans leur polémique contre Lénine au début du siècle, menchevik rallié aux bolcheviks à la fin de la guerre civile, avait été en 1926-1927 le théoricien de l'Internationale communiste pour l'alliance avec le Kuomintang de Tchang Kai-shek, au nom de la théorie menchevique, reprise par Staline et Boukharine, de la "révolution par étapes", et un grand poufendeur, bien entendu, de la théorie de la "révolution permanente"...

"ouvrière-paysanne", contrairement à ce que peut être la révolution socialiste, est, en Espagne, une "tâche immédiate" ? On mettrait donc à l'ordre du jour une nouvelle révolution ? Par l'insurrection armée ou par un autre moyen ? En quoi précisément la révolution "ouvrière et paysanne" "contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie" se distinguerait-elle d'une révolution prolétarienne ? Quelle combinaison de classes se trouvera à la base ? Quel parti dirigera la première révolution, se distinguant ainsi de la deuxième ? Quelles peuvent être les différences de programmes et de méthodes entre ces deux révolutions ? On chercherait en vain des réponses à ces questions. On a effacé ou embrouillé les idées, les dissimulant sous ce vocable d' "hypertrophie"; quelles que soient leurs réticences et leurs contradictions, ces gens rêvent toujours d'une évolution de la révolution bourgeoise vers la révolution socialiste, par une suite de modifications organiques sous différents pseudonymes : Kuomintang, "dictature démocratique", "révolution ouvrière et paysanne", "révolution populaire", et dans ce processus le motif essentiel, celui d'une classe arrachant le pouvoir à une autre classe, est subtilement dilué.

Le problème de la révolution permanente

Bien entendu, la révolution prolétarienne est en même temps une révolution paysanne; mais concevoir une révolution paysanne en dehors de la révolution prolétarienne est impossible actuellement. Nous avons parfaitement le droit de dire aux paysans que notre but est de créer une république ouvrière et paysanne, de même, que nous avons appelé le gouvernement de la dictature prolétarienne, après la révolution d'Octobre, "gouvernement ouvrier et paysan". Mais, loin d'opposer la révolution ouvrière et paysanne à la révolution prolétarienne, nous les assimilons l'une à l'autre. C'est la seule façon de poser la question comme il convient.

Ici, nous retombons en plein dans le problème dit de la "révolution permanente". Combattant cette théorie, les épigones en sont arrivés à rompre complètement avec le point de vue de classe. Il est vrai qu'après l'expérience du "bloc des quatre classes" en Chine ils sont devenus plus prudents. Mais leur confusionnisme n'a pu que s'accroître et ils font tout pour le communiquer à autrui.

Heureusement, par suite des événements, cette question est sortie du domaine des profondes méditations des professeurs en révolution qui travaillent sur les textes anciens. Il ne s'agit plus de souvenirs historiques, ni d'un choix de citations; il s'agit d'une nouvelle expérience historique, grandiose, qui se développe sous les yeux de tous. Ici, deux points de vue s'affrontent sur le champ de la lutte révolutionnaire.

Les événements auront le dernier mot. On ne peut échapper à leur contrôle. Le communiste espagnol qui ne se rendra pas compte en temps utile de l'essentiel des questions liées à la lutte contre le "trotskisme" sera théoriquement désarmé devant les questions fondamentales de la révolution espagnole.

Qu'est-ce que l' "hypertrophie" d'une révolution ?

Oui, Lénine a émis en 1905, à titre d'hypothèse, la formule d'une "dictature bourgeoise-démocratique du prolétariat et de la paysannerie". S'il existait un pays où l'on pouvait s'attendre à une révolution agraire démocratique *spontanée précédant* la conquête du pouvoir par le prolétariat, c'est bien la Russie, où le problème agraire dominait toute la vie nationale, où les soulèvements de paysans duraient depuis des dizaines d'années, où existait un parti agraire-révolutionnaire indépendant possédant une longue tradition et une large influence dans les masses. Et pourtant, même en Russie, il n'y eut pas de place pour une révolution intermédiaire entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne. En avril 1917, Lénine ne cessait de répéter à Staline, Kamenev et d'autres qui s'accrochaient encore à l'ancienne formule bolchevique de 1905 : "Il n'existe pas et il n'y aura pas d'autre "dictature démocratique" que celle de Milioukov-Tseretelli-Tchernov : la dictature démocratique est, par son essence même, une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat; seule la dictature du prolétariat peut prendre la place de la "dictature démocratique". Quiconque invente des formules intermédiaires mitigées est un pauvre visionnaire ou un charlatan. Telle est la conclusion qu'a tirée Lénine de l'expérience vivante des révolutions de Février et d'Octobre. Nous nous maintenons intégralement sur la base de cette expérience et de ces conclusions.

Que signifie donc chez Lénine l' "hypertrophie" de la révolution démocratique devenant une révolution socialiste ? Nullement ce que croient y discerner les épigones et les phraseurs de l'espèce des professeurs rouges. Il faut comprendre que la dictature du prolétariat ne coïncide pas du tout de façon mécanique avec la notion d'une révolution socialiste. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière a lieu dans un milieu national déterminé, dans une période déterminée, et pour la solution de tâches déterminées. Dans les nations arriérées, certaines de ces tâches immédiates ont un caractère démocratique : émancipation de toute la nationalité échappant à l'esclavage impérialiste et révolution agraire, comme en Chine; révolution agraire et émancipation des nationalités opprimées, comme en Russie. Nous voyons actuellement en Espagne la même chose, quoique dans une autre disposition. Lénine disait même que le prolétariat russe était arrivé au pouvoir en octobre 1917 avant tout comme agent de la révolution démocratique-bourgeoise. Le prolétariat vainqueur a commencé par résoudre des problèmes démocratiques et ce n'est que peu à peu, par la logique de son pouvoir, qu'il est parvenu à envisager les problèmes du socialisme : il n'a commencé sérieusement à résoudre la question de la collectivisation de l'économie agraire qu'à la deuxième année de sa venue au pouvoir. C'est ce que Lénine appela la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste. Ce n'est pas le pouvoir bourgeois qui se transforme par hypertrophie en pouvoir ouvrier-paysan, et ensuite prolétarien; non, le pouvoir d'une classe ne se "transforme" pas en pouvoir d'une autre classe, on l'arrache les armes à la main. Mais, après que la classe ouvrière a conquis le pouvoir, les tâches démocratiques du régime prolétarien s'agrandissent inévitablement en tâches socialistes. Le passage organique, et par évolution, de la démocratie au socialisme n'est possible que

sous la dictature du prolétariat. Voilà l'idée centrale de Lénine. Les épigones ont dénaturé tout cela, tout embrouillé, tout falsifié et empoisonnent aujourd'hui de leurs idées erronées la conscience du prolétariat international.

Deux variantes : l'opportunisme ou l'aventurisme

Il s'agit ici, répétons-le, non de subtilités académiques, mais des questions vitales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Il est faux de dire qu'en Espagne se pose actuellement "la question d'une révolution ouvrière-paysanne". Il est faux de dire qu'en Espagne *le moment* est venu d'entreprendre une nouvelle révolution, c'est-à-dire une lutte immédiate pour la conquête du pouvoir. Non, la question qui se pose, c'est celle de la conquête des masses, dans le dessein de les affranchir de leurs illusions républicaines et de la confiance qu'elles accordent aux socialistes, afin de les grouper pour un mouvement révolutionnaire. La deuxième révolution viendra, mais ce sera la révolution du prolétariat entraînant à sa suite les paysans pauvres. Entre le régime bourgeois et la dictature du prolétariat il n'y aura de place pour aucune sorte de "révolution ouvrière-paysanne" comprise dans un sens particulier. Compter sur une telle révolution et y adapter sa politique, c'est ramener le prolétariat à un régime de Kuomintang, c'est-à-dire ruiner la révolution.

Les formules confusionnistes de la *Pravda* ouvrent deux voies que l'on a suivies, répétons-le, jusqu'au bout en Chine : la voie opportuniste et la voie de l'aventure.

Si aujourd'hui la *Pravda* ne se décide pas encore à "caractériser" la révolution espagnole comme une révolution ouvrière-paysanne, qui sait si ce ne sera pas fait demain quand Zamora-Tchang-Kaï-chek sera remplacé par le "fidèle" Wang-Jing-Wei - disons par cet homme de gauche qu'est Lerroux. Les sages professeurs, les Martynov, les Kuusinen et compagnie⁹ ne décideront-ils pas que c'est bien là une république ouvrière et paysanne que "nous devons soutenir à condition que..." (formule de Staline en mars 1917) ou "soutenir entièrement" (formule de même Staline à propos du Kuomintang en 1925-1927) ?

Mais il existe encore une possibilité pour les aventuriers qui répond peut-être mieux à l'état d'esprit centriste d'aujourd'hui. L'éditorial de la *Pravda* dit que les masses espagnoles "commencent à diriger également leurs coups contre le gouvernement". Le parti communiste espagnol peut-il cependant lancer comme *urgent* le mot d'ordre du renversement du gouvernement actuel ? Dans sa savante étude, la *Pravda* déclare - nous l'avons entendu - qu'il s'agit avant tout d'accomplir une révolution ouvrière et paysanne. Si l'on comprend cette formule, non point comme une hypertrophie, mais comme un renversement du pouvoir, une nouvelle perspective apparaît, celle d'une aventure. Le faible parti communiste peut se dire à Madrid comme il s'est dit (ou comme on lui a commandé de se dire) en décembre 1927 à Canton : "Pour une dictature prolétarienne, nous ne sommes, bien entendu, pas encore mûrs; mais, puisqu'il s'agit d'un degré intermédiaire, d'une dictature ouvrière et paysanne, essayons, même avec nos faibles forces, de provoquer un soulèvement peut-être en sortira-t-il quelque chose !" En effet, il n'est pas difficile de le prévoir : quand on constatera qu'on a laissé criminellement échapper la première année de la révolution espagnole, les responsables de cette perte de temps fustigeront tant et plus leur personnel "exécutif" et pourront les lancer dans une tragique aventure du genre de celle de Canton¹⁰.

Des "journées de juillet" en perspective

Dans quelle mesure ce danger est-il réel ? Au plus haut degré. Il tient aux conditions intrinsèques de la révolution même, qui donnent un caractère particulièrement sinistre aux réticences et au confusionnisme des chefs. La situation espagnole actuelle comporte la possibilité d'une nouvelle explosion des masses qui corresponde plus ou moins aux combats livrés en 1917 à Petrograd, combats qui sont entrés dans l'histoire sous le nom de "journées de juillet"; si ces batailles n'ont pas abouti à la défaite de la révolution, c'est uniquement parce que la politique des bolcheviks était correctement tracée. Il est indispensable d'insister sur cette question brûlante pour l'Espagne.

Nous retrouvons le prototype des "journées de juillet" dans toutes les anciennes révolutions, à commencer par la Grande Révolution française, qui eurent des issues malheureuses, souvent catastrophiques. C'est une phase à prévoir dans le mécanisme d'une révolution bourgeoise, dans la mesure où la classe qui se sacrifie le plus pour faire réussir cette révolution, et qui en espère le plus, en reçoit le moins. La légitimité de ce processus est tout à fait claire. La classe possédante, ayant accédé au pouvoir par la révolution, tend à croire que celle-ci a ainsi accompli toute sa mission et ne se soucie plus que de prouver ses bonnes dispositions aux réactionnaires. La bourgeoisie "révolutionnaire" provoque l'indignation des masses populaires en prenant des mesures qui ont pour objet d'obtenir l'assentiment des classes dépossédées du pouvoir. Les masses sont rapidement déçues,

⁹ En Chine, après la "défection" de Tchang Kai-chek, les théoriciens de l'Internationale avaient aussitôt reconnu la nouvelle "direction" de la révolution chinoise en son rival, chef de file du "Kuomintang de gauche", Wang-Jing-Wei, lequel devait d'ailleurs suivre son exemple à quelques mois d'intervalle. Lerroux était le chef du parti radical en Espagne, et Kuusinen un communiste finlandais membre de la direction de l'I.C.

¹⁰ L'insurrection de Canton, en décembre 1927, télécommandée par l'Internationale communiste au terme de plusieurs années de collaboration avec le mouvement bourgeois nationaliste et en plein reflux du mouvement révolutionnaire, avait permis d'héroïques communiqués mais constitué en fait une sanglante défaite.

bien avant que leur avant-garde ait eu le temps de se calmer après l'ardeur de la bataille révolutionnaire. Ceux qui sont à la tête du mouvement s'imaginent pouvoir, en portant un nouveau coup, parachever ou réparer ce qu'ils n'ont pas fait auparavant avec suffisamment de résolution. De là un élan vers une nouvelle révolution, non préparée, dépourvue de programme, qui ne connaît point de réserves, qui ne réfléchit pas aux conséquences possibles. D'un autre côté, la bourgeoisie parvenue au pouvoir semble attendre une montée brutale d'en bas pour tâcher d'en finir avec le peuple. Telle est la base sociale et psychologique d'une demi-révolution complémentaire qui, plus d'une fois dans l'histoire, a été le point de départ d'une contre-révolution victorieuse.

En 1848, les "journées de juillet" tombaient en France au mois de juin et prirent un caractère incomparablement plus grandiose et plus tragique qu'à Petrograd en 1917. Ce que l'on appela les "journées de juin" du prolétariat parisien était sorti avec une force irrésistible de la révolution de février. Les ouvriers de Paris qui s'étaient saisis du fusil en février ne pouvaient s'empêcher de réagir devant le contraste existant entre un programme mirifique et la pitoyable réalité, contraste intolérable qui, tous les jours, les atteignait au cœur comme au ventre. Le prolétariat n'avait ni plan établi, ni programme, ni direction : aussi les journées de juin 1848 ressemblèrent-elles à un réflexe, puissant, inévitable. Les ouvriers insurgés furent impitoyablement écrasés. Ainsi les démocrates frayèrent-ils la voie au bonapartisme.

L'explosion gigantesque de la Commune était, par rapport au coup d'Etat de septembre 1870, ce que furent les journées de juin à la révolution de février 1848. L'insurrection du prolétariat parisien en mars 1871 était moins que tout affaire de calcul stratégique. Elle était née d'une tragique combinaison de circonstances, complétée par une de ces provocations dans lesquelles la bourgeoisie française se montre si ingénieuse, quand la peur stimule sa malveillance. Avec la Commune de Paris, le réflexe de protestation du prolétariat contre le mensonge de la révolution bourgeoise s'est élevé pour la première fois au niveau d'une révolution prolétarienne, mais pour être abattu aussitôt après.

Actuellement, la révolution non sanglante, paisible, glorieuse, en train de se produire (cette série d'épithètes est toujours la même) prépare en Espagne, sous nos yeux, ses "journées de juin". Si l'on s'en tient au calendrier de la France, ou ses "journées de juillet", si l'on se reporte aux éphémérides de la Russie. Le gouvernement de Madrid, nageant dans une phraséologie qui semble souvent traduite du russe, promet de larges mesures contre le chômage et contre la misère des agriculteurs, mais n'ose toucher à aucun des vieilles plaies sociales. Les socialistes du gouvernement de coalition aident les républicains à saboter les tâches de la révolution. Le chef de la Catalogne, qui est la partie la plus industrialisée et la plus révolutionnaire de l'Espagne, annonce dans ses sermons le royaume millénaire d'une société où il n'y aura plus ni nations ni classes opprimées, mais ne lèverait pas le petit doigt pour aider le peuple à se débarrasser effectivement des chaînes anciennes les plus odieuses. Macia¹¹ se cache derrière le gouvernement de Madrid qui, à son tour, se cache derrière l'Assemblée constituante. Comme si la vie s'était arrêtée en attendant la réunion de cette assemblée ! Et comme s'il n'était pas clair d'avance que les prochaines Cortès ne seront que la reproduction en plus grand du Bloc républicain-socialiste, lequel ne se soucie que de maintenir toutes choses telles qu'elles étaient auparavant ! Est-il difficile de prévoir la montée fiévreuse de l'indignation des ouvriers et des paysans ? Un désaccord entre la marche des masses dans le cours de la révolution et la politique des nouvelles classes dirigeantes, telle sera la source du conflit insoluble qui, dans son développement ultérieur, ruinera la première révolution, celle d'avril, ou en amènera une autre.

Si le parti bolchevique s'était obstiné à considérer comme "inoportun" le mouvement qui se produisit à Petrograd en juillet, s'il avait tourné le dos aux masses, cette demi-insurrection serait inévitablement tombée sous la direction fragmentée et non concertée des anarchistes, d'aventuriers, de ceux qui n'expriment que par hasard la révolte des masses ; et, baignant son sang, elle se serait épuisée en convulsions stériles. Mais si, en revanche, le parti, s'étant mis à la tête du mouvement, avait renoncé à juger de la situation dans son ensemble et s'était laissé entraîner dans la voie des batailles décisives, l'insurrection, sans aucun doute, eût pris une audacieuse ampleur ; soldats et paysans, sous la direction des bolcheviks, en juillet, se seraient emparés pour quelque temps du Pouvoir à Petrograd : ils n'auraient réussi ainsi qu'à préparer l'écrasement de la révolution ! C'est seulement grâce à une direction juste que le parti bolchevique a su écarter les fatals dangers qui se présentaient sous ces deux aspects : les journées de juin 1848 ou bien celles que vécut la Commune de Paris en 1871. Le coup porté aux masses et au parti en juillet 1917 fut très sensible, mais il ne fut pas décisif. On compta les victimes par dizaines, mais non point par dizaines de milliers. La classe ouvrière sortit de l'épreuve sans avoir été décapitée de sa direction, sans avoir trop versé son sang. Elle conservait intacts ses cadres de militants. Ceux-ci avaient beaucoup appris et devaient, en octobre, conduire le prolétariat à la victoire.

C'est précisément du point de vue des "journées de juillet" qu'apparaît l'extrême péril de cette conception fictive d'une révolution "transitoire", mitigée, qui, prétend-on, s'imposerait pour l'instant en Espagne.

La lutte pour la conquête des masses et des juntes ouvrières

L'opposition de gauche a le devoir de déceler, de dénoncer impitoyablement et de déconsidérer à tout jamais, dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne, la formule d'une certaine "révolution ouvrière et paysanne" qui se distinguerait de la révolution bourgeoise comme de la révolution prolétarienne. Communistes d'Espagne, n'y croyez pas ! Il n'y a là qu'illusion et tromperie. C'est un subterfuge diabolique au moyen duquel on vous mettrait demain la corde au cou. N'y croyez point, Espagnols appartenant à l'avant-garde ouvrière ! Méditez les leçons de

¹¹ Le colonel Macia était un dirigeant catalaniste et chef du gouvernement de la Généralité catalane.

la révolution russe et celles que vous ont données, par leurs défaites, les épigones. La perspective qui s'ouvre à vous est celle d'une lutte pour *la dictature du prolétariat*. Pour venir à bout de cette tâche, vous devez grouper étroitement autour de vous la classe ouvrière et soulever, à l'aide de cette classe, des millions de paysans pauvres. C'est une besogne de géants. Vous tous, communistes d'Espagne, portez l'incalculable responsabilité de la révolution. Vous n'avez pas à fermer les yeux sur votre faiblesse ni à vous bercer d'illusions. La révolution ne fait nul cas des phrases. Elle met tout à l'épreuve et elle éprouve par le sang. Pour renverser la domination de la bourgeoisie, il ne peut y avoir que la dictature du prolétariat. Il n'est pas, il n'y aura pas, il ne peut y avoir de révolution "transitoire", plus "simple", plus "économique", plus accessible, compte tenu de vos forces. L'histoire n'imaginera pas pour vous une dictature intermédiaire, une dictature de deuxième qualité, une dictature au rabais. Quand on vous parle de cette dictature-là, on vous trompe. Préparez-vous pour la dictature du prolétariat, préparez-vous sérieusement, obstinément, infatigablement !

Cependant, la tâche immédiate des communistes espagnols *n'est pas de s'emparer du pouvoir; elle est de conquérir les masses*; cette lutte, pour la période la plus proche, va se dérouler sur la base de la république bourgeoise et, dans une très large mesure, sous des mots d'ordre démocratiques. La création de juntas ouvrières (soviets) s'impose avant tout, sans aucun doute. Mais il serait absurde d'opposer les juntas aux mots d'ordre démocratiques. La lutte engagée contre les privilèges de l'Eglise, contre la puissance abusive des ordres religieux et des couvents - lutte purement démocratique - a provoqué en mai, dans les masses, une effervescence¹² dont on aurait pu profiter pour élire des députés ouvriers; malheureusement, on a laissé échapper l'occasion.

Les juntas, dans la phase actuelle, se présentent comme la forme organisée d'un front unique prolétarien, tant pour les grèves que pour l'expulsion des jésuites et pour la participation aux élections des Cortès, pour établir la liaison avec les soldats comme pour soutenir le mouvement paysan. C'est seulement par des juntas englobant les formations essentielles du prolétariat que les communistes peuvent assurer leur hégémonie sur cette classe et, par conséquent, dominer la révolution. C'est seulement dans la mesure où grandira l'influence des communistes sur la classe ouvrière que les juntas deviendront des organes de lutte pour la conquête du pouvoir. A l'une des étapes ultérieures - nous ne savons encore laquelle -, les juntas, devenues les organes du pouvoir du prolétariat, se trouveront en conflit déclaré avec les institutions démocratiques de la bourgeoisie. Alors seulement sonnera la dernière heure de la démocratie bourgeoise.

Chaque fois que les masses sont entraînées dans une lutte, elles ressentent invariablement - elles ne peuvent se dispenser de ressentir - le pressant besoin d'une organisation autorisée, qui s'élève au-dessus des partis, des fractions, des sectes, et qui soit capable d'unir tous les ouvriers dans une seule et même action. C'est sous cette forme que doivent se manifester les juntas élues par les ouvriers. Il faut que l'on sache suggérer ce mot d'ordre à la masse au moment opportun; or, les moments favorables, au temps présent, s'offrent à chaque pas. Mais si l'on oppose le mot d'ordre des soviets, compris en tant qu'organes de la dictature du prolétariat, aux réalités de la lutte actuelle, on place ce mot d'ordre, comme une chose sacrée, au-dessus de l'histoire, on le suspend comme une icône au-dessus de la révolution; les dévots pourront se prosterner devant la Sainte image; les masses révolutionnaires ne la suivront jamais.

Du rythme de la révolution espagnole

Mais reste-t-il assez de temps pour appliquer la bonne tactique ? Ne serait-il pas trop tard ? N'aurait-on pas laissé passer tous les délais ?

Il est extrêmement important de définir exactement le rythme sur lequel se développe la révolution - sinon pour fixer la grande ligne stratégique, du moins pour déterminer la tactique. Car, si la tactique est mauvaise, la meilleure des stratégies peut conduire à une catastrophe. Bien entendu, il est impossible de conjecturer du rythme en question pour une longue période. C'est au cours de la lutte qu'il convient de procéder aux vérifications, et d'après les symptômes les plus divers. D'ailleurs, au cours des événements, le rythme peut se modifier brusquement. Encore faut-il avoir sous les yeux une certaine perspective pour y apporter les retouches indispensables, au fur et à mesure de l'expérience.

La Grande Révolution française a eu besoin de plus de trois années pour parvenir à son point culminant : la dictature des jacobins. La révolution russe est arrivée en huit mois à la dictature des bolcheviks. En ceci nous constatons une énorme différence de rythmes. Si, en France, les événements s'étaient développés d'une façon plus rapide, les jacobins n'auraient pas eu le temps de former leur parti, étant donné qu'ils n'existaient pas à la veille de la révolution. Voilà un des facteurs qui règlent le rythme. Mais il en est d'autres qui sont probablement plus décisifs.

La révolution russe de 1917 a été précédée par celle de 1905, que Lénine appelait une répétition générale. Tous les éléments de la deuxième révolution et de la troisième étaient depuis longtemps préparés, de sorte que ceux qui prirent part à la lutte n'eurent plus à avancer que comme sur une piste toute tracée dans la neige. Ainsi fut extrêmement accélérée la montée de la révolution vers son point culminant.

Quoi qu'il en soit, on doit penser que, en 1917, ce qui décida du rythme de la révolution, ce fut la *guerre*. La question agraire aurait pu être différée de quelques mois, voire d'un an ou deux. Mais la question de la mort dans les tranchées ne permettait plus d'atermoiements. Les soldats disaient : "Que ferais-je de la terre si je n'existe plus ?" La poussée de douze millions de soldats accéléra de façon formidable la révolution. Sans la guerre,

¹² Le 11 mai 1931, à la suite de rumeurs concernant un complot monarchiste, des manifestations de rue à Madrid, puis dans d'autres villes, aboutirent à des incendies d'églises et de couvents.

malgré la répétition générale de 1905, malgré l'existence du parti bolchevique, la période d'ouverture de la révolution, avant l'intervention des nôtres, aurait pu durer plus de huit mois, peut-être un an, peut-être deux ans et même davantage.

Ces considérations générales sont importantes pour tenter de prévoir le rythme possible du développement des événements en Espagne. La jeune génération de ce pays n'a point connu de révolution, n'a pas procédé à une "répétition générale". Le parti communiste était très faible quand il a commencé à prendre part aux événements. L'Espagne n'est pas en guerre et ses paysans ne s'entassent pas par millions dans des casernes et des tranchées, n'ont pas à craindre d'être massacrés. L'ensemble de ces circonstances nous force à prévoir un cours plus lent et nous permet par conséquent d'espérer que le parti disposera de plus de temps pour se préparer à la conquête du pouvoir.

Mais certains facteurs agissent en sens contraire et sont susceptibles de provoquer des tentatives prématurées de bataille décisive, lesquelles signifieraient la défaite de la révolution : le parti communiste est faible et la poussée de l'élément populaire n'en est que plus forte, les traditions anarcho-syndicalistes agissent dans le même sens, et enfin l'orientation erronée de l'Internationale communiste ouvre toutes les issues à des manifestations brutales de l'esprit d'aventure.

La conclusion à tirer de ces analogies historiques est claire : si la situation en Espagne (où il n'existe pas de traditions révolutionnaires toutes neuves, où il n'y a pas de parti communiste solide et qui n'est pas en guerre) exige, selon toute vraisemblance, que la dictature du prolétariat *n'apparaisse normalement* que bien plus tard qu'en Russie, il est des circonstances qui aggravent singulièrement, *pour la révolution, le risque d'avorter*.

La faiblesse du communisme espagnol, qui résulte d'une politique officielle erronée, le rend tout à fait capable d'adopter les conclusions les plus dangereuses sur la base de directives trompeuses. Le faible n'aime guère constater sa faiblesse, il craint toujours de prendre du retard, s'exaspère et cherche à prendre les devants. En particulier, les communistes espagnols peuvent avoir à redouter les Cortès.

En Russie, l'Assemblée constituante, dont la bourgeoisie avait différé la convocation, se réunit après le dénouement définitif de la crise et fut dissoute sans peine. Les Cortès constituantes se réunissent à un stade moins avancé de la révolution. Les communistes, en supposant qu'ils aient accédé aux Cortès, n'y seront qu'une minorité insignifiante. De cette réflexion, il n'y a pas loin à l'idée qu'il faut tenter de renverser le plus tôt possible les Cortès, en utilisant n'importe quelle initiative des masses populaires. Ce serait se lancer dans l'aventure; on ne résoudrait pas ainsi le problème du pouvoir; au contraire, on refoulerait bien loin en arrière la révolution, et il est probable qu'elle en aurait la colonne vertébrale brisée. Le prolétariat ne pourra arracher le pouvoir à la bourgeoisie que si la majorité des ouvriers s'adonne passionnément à cette tâche et si les exploités, dans l'ensemble de la population, font en majorité confiance au prolétariat.

En ce qui concerne précisément les institutions parlementaires de la révolution, les camarades espagnols doivent moins tenir compte de l'expérience russe que de la Grande Révolution française. La dictature des jacobins a été précédée par trois assemblées parlementaires. Ce furent trois degrés par lesquels les masses montèrent jusqu'à la dictature des jacobins. Il est stupide d'imaginer - comme le font les républicains et les socialistes de Madrid - que les Cortès mettront un point final à la révolution. Non. Effectivement, elles ne peuvent que donner une nouvelle impulsion au mouvement révolutionnaire, lui assurant en même temps une évolution mieux réglée. Cette perspective est d'une extrême importance pour quiconque veut s'orienter dans le cours des événements et éviter les accès de nervosité comme l'esprit d'aventure.

Bien entendu, il ne s'agit pas, pour les communistes de freiner la révolution. Il est encore moins question pour eux de se tenir à l'écart des mouvements et des manifestations de masses dans les villes et dans les campagnes. Pareille politique reviendrait à ruiner le parti, dont la tâche n'est encore que de conquérir la confiance des masses révolutionnaires. C'est uniquement en se plaçant à la tête des ouvriers et des soldats en lutte que les bolcheviks ont réussi, en juillet, à épargner aux masses une catastrophe.

Si les circonstances objectives et la perfidie de la bourgeoisie avaient imposé au prolétariat une bataille décisive dans des conditions défavorables, les communistes auraient, certes, pris leur place aux premiers rangs des combattants. Un parti révolutionnaire préférera toujours s'exposer à une défaite avec sa classe plutôt que de rester à l'écart, en s'occupant de donner des leçons de morale et en laissant les ouvriers sans direction face aux baïonnettes de la bourgeoisie. Un parti écrasé dans la bataille trouvera son refuge au fin fond des cœurs, dans les masses, et, tôt ou tard, prendra sa revanche; mais un parti qui se serait écarté de sa classe à l'heure du danger ne ressusciterait jamais. Les communistes espagnols ne se trouvent cependant pas devant ce dilemme tragique. Au contraire, il y a toute raison de penser que la honteuse politique du socialisme au pouvoir et le pitoyable affolement de l'anarcho-syndicalisme pousseront de plus en plus les ouvriers vers le communisme; on peut estimer que le parti - si sa politique est juste - aura assez de temps pour se préparer et pour conduire le prolétariat à la victoire.

Pour la cohésion des rangs communistes

Un des crimes les plus pernicioeux de la bureaucratie stalinienne a été de provoquer systématiquement la scission dans les rangs peu nombreux des communistes espagnols, scission que n'imposaient point les événements de la révolution en Espagne, mais qui indiquaient d'avance les directives de ladite bureaucratie, seulement préoccupée de sauvegarder ses propres positions. Toute révolution pousse le prolétariat vers l'extrême-gauche. En 1917, toutes les tendances, tous les groupes proches des bolcheviks, même ceux qui les avaient précédemment combattus, fusionnèrent avec ces derniers. Le parti grandit rapidement; mais, en outre, il avait une vie interne intense. D'avril à octobre, et plus tard, pendant les années de guerre civile, la lutte des ten-

dances et des groupements dans le parti bolchevique atteignit, à certains moments, la plus grande acuité. Mais pas de scissions; même pas d'exclusions individuelles. La puissante pression des masses donna de la cohésion au parti. La lutte qui se livra à l'intérieur fut pour lui éducative, elle lui découvrit les voies qu'il devait suivre. A travers ces conflits, tous les membres du parti acquirent de l'assurance, furent profondément convaincus de la justesse de la politique appliquée par les leurs et de la sûreté de la direction révolutionnaire. C'est uniquement cette conviction des militants bolcheviques de base, acquise par l'expérience et la lutte idéologique, qui permit aux dirigeants de jeter dans la bataille l'ensemble du parti au moment opportun. Et c'est seulement quand le parti est absolument sûr de sa politique qu'il peut inspirer de la confiance aux masses. Des groupements artificiellement formés d'après des exigences de l'extérieur, l'impossibilité de mener ouvertement et honnêtement une discussion idéologique, les amis traités en ennemis, la création de légendes qui favorisent la scission dans les rangs communistes, tels sont les obstacles qui paralysent actuellement le parti communiste espagnol. Ce parti doit s'arracher à l'emprise bureaucratique qui le condamne à l'impuissance.

Il convient de rassembler les rangs communistes sur la base d'une discussion ouverte et honnête. Il faut préparer un congrès d'unification du parti communiste espagnol.

La situation est compliquée par ce fait que la bureaucratie officielle de Staline, peu nombreuse et faible, mais aussi les groupements organisés d'opposition, exclus formellement de l'Internationale communiste - fédération catalane et groupe autonome de Madrid -, sont dépourvus d'un clair programme d'action. Pis encore, ils ont été gagnés par les préjugés qu'ont si largement répandus en ces dernières années, en huit ans, les épigones du bolchevisme. Sur la question d'une révolution "ouvrière et paysanne", d'une "dictature démocratique", et même d'un "parti ouvrier et paysan", les oppositionnels de Catalogne ne répondent point avec la netteté souhaitable. Le danger n'en est que plus grand. Si l'on veut refaire l'unité des rangs communistes, il faut combattre la corruption idéologique et les falsifications du stalinisme.

Telle est la tâche de l'opposition de gauche. Mais encore faut-il dire ici la vérité : l'Opposition ne s'est presque pas encore occupée de résoudre ce problème. Il faut constater que les camarades espagnols qui adhèrent à l'opposition de gauche n'ont même pas créé encore leur organe de presse; cette omission est impardonnable et la révolution ne laissera certainement pas cette faute impunie. Nous savons dans quelles conditions difficiles se sont trouvés nos camarades d'idées : ils ont connu d'incessantes poursuites policières du temps de Primo de Rivera, puis sous Berenguer et sous Zamora. Le camarade Lacroix, par exemple, ne sort de prison que pour y retourner¹³. L'appareil de l'Internationale communiste, impuissant quand il s'agit de diriger la révolution, s'entend fort bien à persécuter et à calomnier. Tout cela gêne beaucoup notre travail. Cependant, nous devons nous acquitter de notre tâche. Il faut rassembler les forces de l'opposition de gauche dans tout le pays, créer une revue et un bulletin, grouper la jeunesse ouvrière, fonder des cercles et militer pour l'unification des communistes sur la base d'une politique marxiste.

¹³ Lacroix, secrétaire général de l'Opposition de gauche espagnole avait été libéré en avril après 10 mois d'emprisonnement. Ils faisaient partie des militants incarcérés le 15 mai.